Centre Info

La formation professionnelle en TCHÉQUIE

10,69 MILLIONS D'HABITANTS

La Tchéquie est une République parlementaire bicamérale, divisée administrativement en 14 provinces et 6 254 communes. En 1991, elle a fondé avec ses autres voisins, la Hongrie, la Pologne et la Slovaquie, le groupe de Visegrád, chargé de défendre les intérêts de ses membres au sein de l'Union européenne.
La langue officielle du système éducatif est le tchèque mais la minorité polonaise peut accéder à l'enseignement en Polonais.

PIB

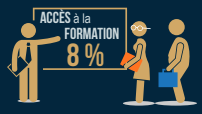
220,2
MILLIARDS D'EUROS

596,36 EUROS

TOTAL TAUX CHÔMAGE 2,6 %

DONT
6,5 %

DÉCROCHAGE SCOLAIRE 7 %



DONNÉES EUROSTAT 2019 – SEPTEMBRE 2021

La Tchéquie a le deuxième taux d'élèves inscrits dans l'enseignement professionnel au sein du deuxième cycle du secondaire dans l'UE. En 2019, il s'élevait à 71 % (72 % pour la Finlande). C'est à l'entrée du deuxième cycle de l'enseignement secondaire que les élèves ont le choix de s'orienter vers un cursus général ou professionnel. Toutefois, la part de matières générales au sein des cursus professionnel est relativement importante, ce qui permet une perméabilité entre ces différentes voies.

Cette publication bénéficie d'un financement de la Commission européenne dans le cadre du réseau Euroguidance.

Commission européenne

euro | guidance

Rédaction et conception
Centre Inffo

VUE D'ENSEMBLE

L'offre de la formation professionnelle initiale au premier cycle du secondaire est essentiellement conçue pour les apprenants ayant des besoins spécifiques en matière d'éducation. Ces cursus débouchent sur l'obtention d'un certificat professionnel (EQF 2).

A la suite du premier cycle de l'enseignement secondaire, les élèves peuvent intégrer des cursus menant à des qualifications de niveau EQF 3 et 4. Ce sont essentiellement :

- Les Certificats professionnels (EQF 3) qui permettent à leurs détenteurs d'exercer des métiers manuels (maçonnerie, coiffure etc.). Ceux-ci peuvent également continuer leurs études pendant deux ans pour passer et obtenir le *Maturita*.
- Le *Maturita* (EQF 4) qui s'obtient en quatre années et ouvre le champ à des études supérieures. Il permet également d'exercer des métiers qui nécessitent un niveau intermédiaire de qualification (ex. : agent de voyage, technicien de construction etc.). C'est l'examen que les élèves en études artistiques doivent également passer pour se préparer au marché du travail.

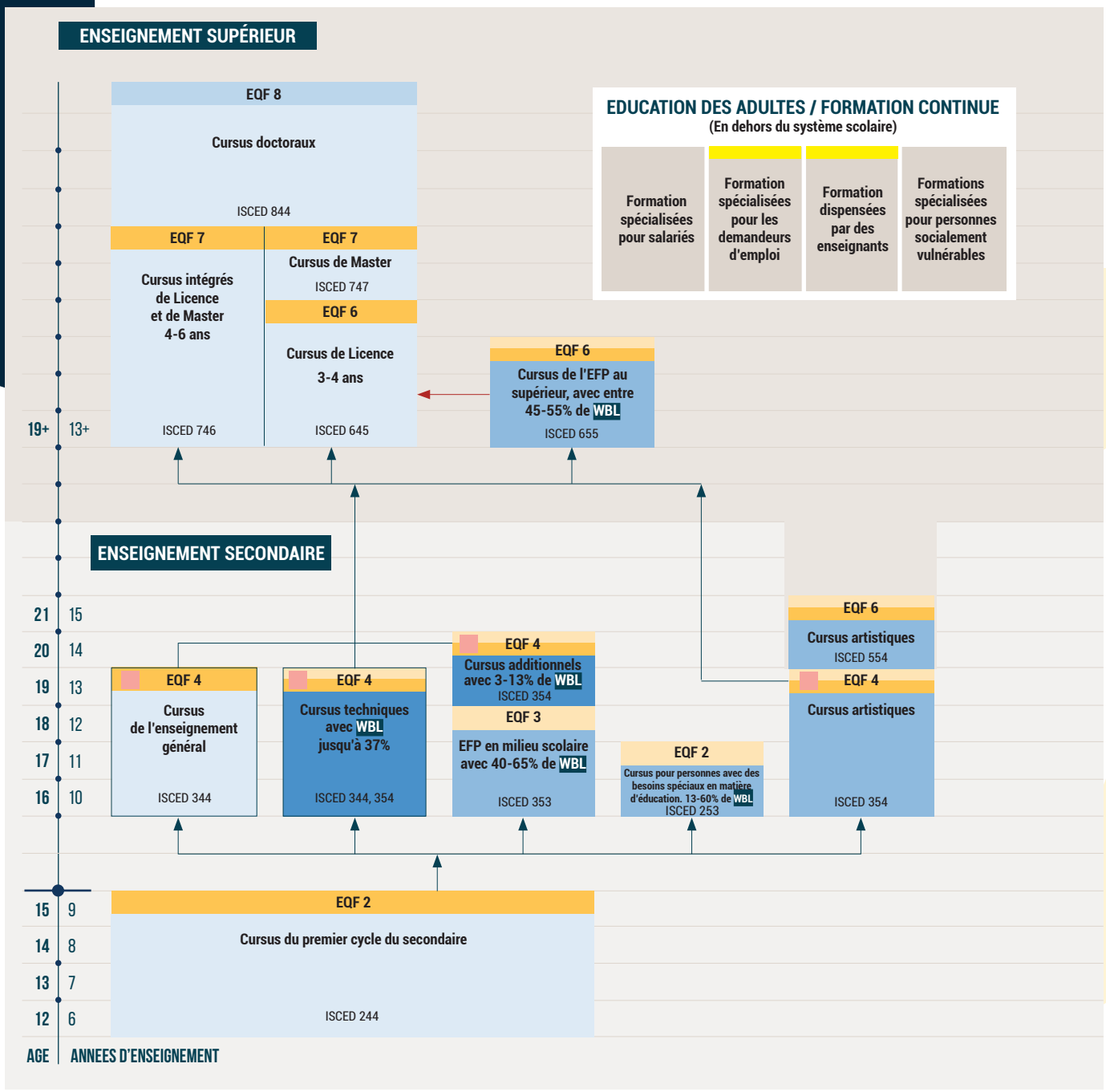
Au sein de l'enseignement supérieur, les étudiants peuvent obtenir l'*Absolutorium* (EQF 6) en trois ans, dans une haute école professionnelle (*vyšší odborná škola*). Les étudiants en études artistiques ayant le *Maturita*, obtiennent leur premier diplôme supérieur en deux ans.

Même si les étudiants de l'enseignement secondaire professionnel sont souvent considérés comme « apprentis », il n'y a pas de loi ni de définition sur **l'apprentissage** en République Tchèque. L'enseignement professionnel se dispense essentiellement au sein des écoles qui ne sont pas tenues de dispenser aux élèves une formation sur le lieu de travail. Les programmes de l'enseignement professionnel les plus proche de l'apprentissage sont les cursus débouchant sur les Certificats professionnels (EQF 3) car ils sont tenus de dispenser un enseignement à la fois pratique et théorique en vertu de la loi sur l'éducation. La formation pratique a habituellement lieu au collège, et même si elle est organisée en dehors du collège, elle se tient dans des centres ou des ateliers de formation pratique, dans des střední odborné učiliště (SOU), parfois appelés « centres de formation d'apprentis ».

Lorsque les apprenants effectuent un travail qui apporte des revenus aux organisations où ils sont formés, la loi exige qu'ils reçoivent un salaire qui s'élève à 30% du salaire minimum.

Dans le cadre de **l'éducation des adultes**, les adultes ont accès à tous les diplômes de l'enseignement secondaire. Les salariés ont le droit de demander un congé pour suivre une formation en vue de leur développement professionnel. La loi stipule que les exigences minimales, les modifications en faveur de l'employé sont soumises à la négociation entre l'employé et l'employeur, ou à des conventions collectives. Employeur et employé peuvent conclure un accord de qualification dans lequel l'employeur s'engage à financer la formation de son employé. En retour, l'employé est obligé de rester au service de cet employeur pendant une période convenue (5 ans maximum). D'autre part, les coûts de formation des employés (y compris l'équivalent des salaires pendant les périodes de formation, les frais de scolarité, le matériel de formation, etc.) sont considérés comme faisant partie des dépenses globales de l'entreprise déductibles de la base d'imposition.

Enseignement et formation professionnels en TCHÉQUIE



- Cursus d'enseignement général
- Cursus de l'EFP
- Cursus combinant l'EFP et Enseignement général
- Accessible aux adultes (à plein temps, temps partiel)
- Qualifications professionnelles reconnues
- Qualifications permettant la poursuite d'études N+1
- Progression possible
- Durée de la formation liée aux acquis de l'apprenant
- Fin d'études obligatoire
- Cursus donnant accès à l'enseignement supérieur
- WBL Formation sur le lieu du travail ou en établissement (pratique)
- Les cursus techniques incluent les domaines de la santé, la pédagogie, l'économie, les services, l'agriculture, les domaines techniques (construction, génie électrique électrique et mécanique, TIC)

SOURCE : CEDEFOP/REFERNET - SPOTLIGHT 2021

ZOOM

Les principaux acteurs du système de la formation professionnelle en Tchéquie sont :

- L'Etat qui est le plus grand financeur de la formation professionnelle en République Tchèque. L'enveloppe globale comprend une part de l'Etat et d'une deuxième entité (régions, églises, entités privés etc).
- Le ministère de l'Éducation, de la jeunesse et des sports qui gère la formation initiale et continue. Il s'assure de la qualité de la formation dispensée, développe les politiques et stratégies en la matière et coordonne son financement.
- Les régions qui gèrent les fonds alloués par le ministère et définissent des politiques et stratégies visant à développer l'enseignement professionnel.
- Les partenaires sociaux qui participent aux jurys des examens finaux de l'enseignement professionnel et supérieur. Leur rôle tend à s'amplifier car le pays fait de leur participation au développement de l'EFP, une priorité.

Le financement de la formation professionnelle au secondaire et au supérieur est partagé entre le ministère de l'éducation et les autorités régionales ou, dans certains cas, des entités privées, des églises et des ministères. Les régions administrent pour l'Etat, environ 71 % des établissement de la formation professionnelle du deuxième cycle du secondaire et environ 66 % des établissements professionnels du supérieur. Quant à la formation professionnelle continue, elle est financée par le budget du ministère du travail et des affaires sociales (*Ministerstvo práce a sociálních věcí* - MPSV) à travers l'Office national du travail qui répartit ces fonds entre ses antennes régionales (*Úřad práce ČR*).

- Vocational education and training in Europe - Czechia : **https://www.cedefop.europa.eu/en/tools/vet-in-europe/systems/czechia**
- Cedefop european database on apprenticeship schemes - Czechia : **https://www.cedefop.europa.eu/en/publications-and-resources/data-visualisations/apprenticeship-schemes/country-fiches/czechia**
- National Education systems – Czechia overview : **https://eacea.ec.europa.eu/national-policies/eurydice/content/czechia_en**

Le marché de la formation professionnelle en République Tchèque est composé de prestataires privés et publics.

La validation des acquis en Tchéquie permet avant tout d'entrer dans un parcours de formation, et repose sur une reconnaissance des études et diplomes. Le processus de reconnaissance de l'enseignement secondaire et supérieur (pas universitaire) est appelé «nostrifikace» ou « nostrification », il est géré par l'autorité régionale. Une autre possibilité est la reconnaissance dans la procédure d'admission à une université qui a une accréditation institutionnelle.

Le cadre national des certifications comprend huit niveaux avec pour descripteurs, les compétences (savoirs et aptitudes).

L'assurance qualité est assurée par 16 organes d'accréditation au sein du ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports. Ces organes travaillent en collaboration avec l'Institut National de l'Education pour veiller à ce que les programmes de formation développés respectent les normes en termes de contenu. La décision de validation revient au ministère. Pour l'enseignement supérieur, le Bureau National d'Accréditation de l'enseignement supérieur mène les évaluations indépendamment et décide de l'accréditation ou non d'un programme.

SPÉCIFICITÉS

- **Relation enseignement professionnel/enseignement général** : les cursus de formation professionnelle incluent entre 30 et 70% d'enseignement généraux, ce qui permet la perméabilité entre ces deux voies.
- **Apprentissage** : Il n'y a pas de loi ni de définition évoquant l'apprentissage en République Tchèque. Seule la préparation des Certificats professionnels (EQF 3) s'en approche.
- **Formation continue** : Employeur et employé peuvent conclure un accord de qualification dans lequel l'employeur s'engage à financer la formation de son salarié. En retour, ce dernier est obligé de rester au service de cet employeur pendant une période convenue (5 ans maximum).